

Dinwiddy, Bruce (ed.), *Aid Performance and Development Policies of Western Countries : Studies in U.S., U.K., E.E.C., and Dutch Programs*, Overseas Development Institute, Praeger Special Studies in International Economics and Development, Praeger Publishers, New York, 1973, 139 p.

Jacques Henry

Volume 6, numéro 4, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700615ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700615ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Henry, J. (1975). Compte rendu de [Dinwiddy, Bruce (ed.), *Aid Performance and Development Policies of Western Countries : Studies in U.S., U.K., E.E.C., and Dutch Programs*, Overseas Development Institute, Praeger Special Studies in International Economics and Development, Praeger Publishers, New York, 1973, 139 p.] *Études internationales*, 6(4), 569–571.
<https://doi.org/10.7202/700615ar>

son étude, l'auteur s'est distingué par une indépendance d'esprit. Étant donné la rareté de publications sérieuses sur la politique israélienne en langue française, M. Derriennic s'est acquitté de sa tâche et a rempli – dans si peu de pages – une lacune importante. C'est un livre à lire.

Baghat KORANY

*Département de science politique,
Université de Montréal*

DINWIDDY, Bruce, (ed.), *Aid Performance and Development Policies of Western Countries: Studies in U.S., U.K., E.E.C., and Dutch Programs*, Overseas Development Institute, Praeger Special Studies in International Economics and Development, Praeger Publishers, New York, 1973, 139p.

À la question de savoir s'il était opportun de rédiger en 1975 le compte rendu d'un livre paru en 1973, j'ai répondu dans l'affirmative parce que le livre en question traite de questions relevant d'une branche de notre discipline dont on peut dire qu'elle est sous-développée et aussi parce que ce livre peut contenir des enseignements pour la politique canadienne d'aide au développement.

Notons tout d'abord que le titre du livre risque d'induire en erreur. En effet, le lecteur attentif n'y trouvera aucune analyse sérieuse de la « performance » des pays donneurs, ni sur le plan des sacrifices réels consentis par les donneurs, ni sur le plan des résultats de l'aide dans les pays récipiendaires. Par contre, le lecteur trouvera – et c'est là le seul mérite du livre – une bonne description des motivations de l'aide et de l'organisation administrative de la politique d'aide au développement dans les pays retenus. Une seule critique sur ce point : au lieu de simplement juxtaposer plusieurs études d'auteurs différents, il eut été plus utile de présenter une analyse com-

parative intégrée de la politique d'aide des divers donateurs.

La première partie, comprenant trois chapitres, a été rédigée par les chercheurs de l'*Overseas Development Institute*.

Le premier chapitre porte sur le contexte international antérieur à 1971 dans lequel s'inscrit l'analyse des flux d'aide au développement tels qu'imparfaitement cernés par les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Les auteurs notent l'évolution timide qui s'est manifestée au sein du système multilatéral et discutent brièvement la question des préférences généralisées issue de la CNUCED ; ils soulignent également la nécessité d'analyser les politiques d'aide conjointement avec les politiques de commerce et d'investissements étrangers. Ayant noté l'importance croissante des marchés des pays industrialisés pour l'écoulement des produits des pays en voie de développement, ils mettent en évidence le déclin de la part relative de ces derniers dans les exportations mondiales de produits agricoles, bien que les données factuelles concernant ces tendances ne soient pas présentées dans les appendices A.5 et A.6 qu'ils citent. Enfin, les auteurs présentent un bref exposé conventionnel de la notion d'aide selon le CAD, suivi d'une analyse superficielle des flux d'aide publique au développement de 1961 à 1971 selon les statistiques tirées du rapport du CAD pour l'année 1971. Le lecteur notera avec perplexité la ventilation des données sur le commerce mondial présentées à l'appendice A.6 : à côté de regroupements aussi vastes que l'Amérique du Nord, la CEE, l'AELE, etc., on singularise Israël en traitant ce petit pays comme une catégorie à part, même si son commerce ne représente que 0.3% du commerce mondial (la catégorie suivante s'intitule : « Moyen-Orient arabe et Afrique du Nord », qui compte pour 5% du commerce mondial).

Le chapitre II porte principalement sur l'organisation administrative sous-jacente à la politique d'aide de l'Angleterre et sur

les recommandations du rapport du *Select Committee on Overseas Aid* publié en mars 1971. Ce rapport inspira plusieurs changements dans le programme d'aide anglais, dont quelques-uns sont très pertinents dans le contexte canadien. Créé en 1964, le *Ministry of Overseas Development* devint en octobre 1971 une simple branche fonctionnelle du *Foreign and Commonwealth Office*, connue sous le nom de *Overseas Development Administration* (ODA), ce qui indiquait un désir de subordonner plus strictement la politique d'aide à la grande politique étrangère ; une telle subordination existe au Canada, mais elle semble moins contraignante, étant donné que l'ACDI est une agence semi-autonome. Pour éviter que les sommes budgétées au chapitre de l'aide au développement ne soient dépensées à tout prix vers la fin de l'exercice financier, par crainte que le budget annuel suivant ne soit réduit, l'on autorise depuis 1971-72 le report au budget annuel suivant des sommes non dépensées (jusqu'à concurrence d'un maximum fixé) en raison de l'action ou de l'inaction des gouvernements étrangers ou d'organisations internationales. Enfin, pour éviter les inconvénients évidents qui découlent du fait que le programme d'aide est en grande partie administré à partir de Londres, l'on a décidé de créer trois nouveaux bureaux régionaux de l'ODA ; ces bureaux regroupent des spécialistes dont la tâche est de fournir une assistance technique aux gouvernements et de conseiller les missions diplomatiques anglaises à l'étranger sur tout ce qui touche au programme d'aide ; ces bureaux régionaux ont l'autorité d'approuver tout projet d'aide dont le coût est inférieur à £250 000. Cette dernière innovation mérite d'être sérieusement étudiée au Canada.

Au chapitre III, les auteurs procèdent à une analyse de la politique à l'endroit des PVD comme un tout intégré dont l'aide n'est qu'un volet ; en pratique, l'aide, le commerce extérieur et les investissements étrangers continuent d'être régis par des

politiques distinctes. Ce chapitre aurait apporté une contribution véritable si les auteurs avaient commencé par établir une distinction analytique claire entre ces trois types de flux. En l'absence d'une telle distinction, l'analyse des auteurs demeure conventionnelle, purement descriptive et sans grand intérêt. Par ailleurs, les auteurs suggèrent de repenser toute la politique britannique à l'endroit des PVD en insistant sur la nécessité : (1) de faire un plus grand effort de recherches dans le but de mieux cerner ce que sont les véritables besoins des PVD ; (2) d'estimer de façon plus précise les effets réels de l'aide au développement, du commerce extérieur et des investissements étrangers, afin d'être en mesure de mieux identifier les types de politiques susceptibles d'engendrer les plus grands bénéfices économiques et sociaux *pour les PVD* ; (3) de préciser ce que l'Angleterre est prête à « sacrifier » économiquement et autrement au chapitre de l'aide au développement.

James Howe et Robert Hunter ont rédigé le chapitre IV qui porte sur la politique américaine d'aide au développement. Les auteurs soulignent avec raison qu'une bonne partie du désenchantement qui existe aux États-Unis concernant l'aide extérieure vient du fait que l'on a perdu de vue l'objectif principal de tout programme d'aide, qui est de promouvoir le développement économique et social des récipiendaires, et non pas de contribuer à la réalisation de buts secondaires tels la consolidation d'alliances, la promotion de la « démocratie », l'échec ou communisme, etc. Cependant, les auteurs ont eux-mêmes peine à pratiquer ce qu'ils prêchent lorsqu'ils soulignent que, à long terme, « there are things that countries which are developing may be able to do for us, provided we get our attitude straight : development first, other benefits as a possible, if not certain, result » (p. 67).

La politique hollandaise d'aide au développement est analysée par Dick van Geet au chapitre V. Ici encore, la structure ad-

ministrative hollandaise offre un contraste intéressant avec la structure canadienne. Ainsi, depuis 1965, il existe au sein du ministère des Affaires extérieures un ministre sans portefeuille qui est « responsable » de la politique d'aide au développement. Ce ministre est conseillé par un Conseil national consultatif groupant 70 représentants des corps intermédiaires ; il préside également un comité interministériel chargé de la coordination de toutes les politiques ayant une incidence sur l'étranger. Les auteurs reconnaissent que la subordination du ministre de l'Aide au développement au ministre des Affaires étrangères comporte le danger que la politique d'aide ne soit utilisée comme un simple instrument pour réaliser les objectifs à court terme de la grande politique extérieure. Au Canada, un seul ministre remplit toutes ces fonctions et les mêmes dangers sont présents.

Le chapitre VI porte sur les relations entre la CEE élargie et les PVD et l'auteur (Peter Tulloch) souligne la confusion possible dans la formulation des politiques qui découle du fait que l'aide relève en grande partie des gouvernements nationaux, tandis que le commerce est du ressort de la communauté dans son ensemble.

Enfin, au dernier chapitre, Guy Hunter suggère qu'au lieu de continuer à inciter par notre aide les PVD à modeler leurs économies sur la nôtre, ce qui revient à les re-coloniser, il faut repenser nos politiques d'aide et favoriser dans les PVD une stratégie de développement proprement endogène (d'autres auraient mieux dit « auto-centrée »). L'idée n'est pas nouvelle, mais elle mérite d'être reprise, étant donné qu'elle n'a encore jamais concrètement été prise au sérieux, nonobstant toutes les déclarations officielles que l'on pourrait citer.

Jacques HENRY

*Faculté des sciences sociales,
Université d'Ottawa*

DODD, C. H., *Political Development*, London, MacMillan Co. of Canada, 1972, 64p.

Ce petit livre d'un professeur de science politique à l'Université de Hull (Angleterre), est consacré à l'étude des problèmes de changement politique au Tiers-Monde. Comme l'auteur le déclare lui-même dans la préface, il s'agit d'une courte étude d'introduction afin de clarifier les significations les plus importantes du concept de « développement politique ». Ce petit livre de la série *Studies in Comparative Politics* contient, en annexe à la fin, outre les références de l'auteur, une courte bibliographie sur le sujet traité.

Dans le premier chapitre, l'auteur essaie de définir ce qui est entendu dans la littérature récente lorsqu'on emploie les expressions de « développement politique » et de « modernisation politique ». Le second chapitre examine l'approche marxiste du changement politique, alors que le premier s'arrête surtout à l'approche fonctionnaliste. Le troisième chapitre analyse les composantes du développement politique en Occident : la centralisation du pouvoir gouvernemental, la différenciation et la spécialisation des fonctions, l'identification du peuple au système politique, et leur participation accrue au gouvernement. Au quatrième chapitre, Dodd identifie certains aspects du traditionnalisme comme étant un obstacle majeur au développement dans le Tiers-Monde et au cinquième, il critique les différentes thèses sur la transformation des systèmes politiques traditionnels. Le dernier chapitre cherche à identifier les agents du développement politique au Tiers-Monde et l'auteur conclut son ouvrage en se demandant si le Tiers-Monde peut échapper aux modèles de développement capitalistes ou marxistes et élaborer son propre modèle.

Ce petit livre sur le développement politique constitue une très bonne introduction à ce sujet. De plus, l'auteur y fait preuve